

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

16 février 2024

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Une course aveugle vers la catastrophe

La propagande guerrière bat son plein. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a demandé aux pays membres d'accélérer leur production d'armes jusqu'à obtenir un rythme « de période de conflit ». Le chancelier Allemand, Scholtz, souhaite que l'Europe se lance dans la production de masse de matériel militaire. La ministre belge de la Défense, a appelé toute la population à devenir réserviste. On pourrait ainsi multiplier les exemples de cris d'alarme face à l'intention supposée de la Russie d'attaquer les pays européens.

Dans le même temps, ces politiciens temporisent en assurant que la guerre n'est quand même pas pour demain et que leur premier choix reste la paix. Il n'y a aucune raison de leur faire confiance et, en tout cas, ils préparent les esprits à une prochaine guerre.

L'OTAN n'est pas une alliance de défense mutuelle comme ses dirigeants le prétendent, c'est une coalition militaire qui représente les intérêts des pays les plus puissants qui la composent, en premier lieu les Etats-Unis, mais aussi bien sûr la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne. Ces pays, ensemble ou séparément, ont participé à la plupart des conflits militaires récents, en Afghanistan, en Irak, en Syrie. Ils défendent tous le droit d'Israël à massacrer la population palestinienne à Gaza. Ils soutenaient même Poutine quand celui-ci envoyait son armée contre les travailleurs révoltés du Kazakhstan.

Les dirigeants des pays de l'OTAN, comme les autres d'ailleurs, sont prêts à envoyer des bombes sur les peuples de toute la terre si cela peut servir leurs intérêts. En réalité, ils ne défendent pas la liberté ou la démocratie, comme ils le prétendent. Ils défendent uniquement les intérêts financiers des grands groupes capitalistes qui dominent l'économie mondiale et qui ont colonisé économiquement l'ensemble de la planète.

Les conflits actuels ne sont pas le résultat de la volonté de quelques dirigeants fous mais la conséquence de la concurrence généralisée entre grands groupes capitalistes pour le contrôle des marchés des ressources de la planète.

Depuis plus d'un siècle, le capitalisme s'est mondialisé, de grands groupes industriels ont monopolisé la production et contrôlent l'immense majorité des capitaux. La concurrence entre entreprises a fait place à un combat de géants internationaux qui contrôlent toute la

chaîne de production, de la mine à l'usine et de l'usine au magasin. Tout a pris des proportions gigantesques, ces groupes disposent de moyens supérieurs à la majorité des pays européens. Ce sont eux qui dictent la politique des États, pas le contraire.

Cependant, les marchés et les ressources ne sont pas infinis. Alors, quand, par exemple, des géants de l'électronique veulent mettre la main sur des mines de Coltan nécessaire à la production des semi-conducteurs, ils entrent en conflit par milices interposées et cela provoque une guerre au Congo. Quand les capitalistes américains et européens veulent agrandir leur marché à l'Est, au détriment des oligarques russes, cela engendre la guerre en Ukraine. Pour maintenir leur contrôle sur le Moyen-Orient, zone pétrolière stratégique, les USA et leurs alliés n'hésitent pas à soutenir les dictatures des pays du golfe et un régime d'apartheid en Palestine.

Tout cela n'est pas nouveau, mais les discours alarmistes des chefs militaires et la propagande antirusse et antichinoise montrent que la concurrence illimitée est en train de prendre une tournure militaire qui rappelle les moments qui ont précédé la Première et la Seconde Guerre mondiale.

Les guerres se font avec le sang des travailleurs et de leurs enfants ; ceux qui les déclenchent ne se retrouvent pas sur le champ de bataille, mais ils ont besoin de faire croire aux populations laborieuses qu'elles vont se faire tuer pour un noble idéal. C'est le rôle des discours nationalistes. Les ouvriers russes et ukrainiens qui se tirent dessus croient chacun défendre leur patrie. En réalité, ils ne défendent que les appétits de profits des riches des deux bords.

A un moment donné, les dirigeants européens tenteront à leur tour d'envoyer les travailleurs sur de nouveaux champs de bataille. Ils font leur beurre sur notre travail, et ils voudraient qu'on s'entretue pour leurs profits !

Il est urgent que les travailleuses et les travailleurs se préparent à ces guerres, pas pour les faire mais pour les empêcher, pour enrayer cette machinerie aveugle, pour changer du tout au tout l'organisation de la société et remplacer l'égoïsme et la folie du profit par l'entraide et le bon sens. Toute l'économie repose sur le monde du travail, il a le poids, la force et le nombre pour y arriver.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Refus des coupes alimentaires

La fermeture des restaurants prévues par la direction a de quoi mettre en colère... Remplacer des plats chauds ou des sandwiches directement préparés par des plats à réchauffer ou des sandwiches qui sont dans des machines depuis plusieurs heures, cela fait la différence ! Nous sommes nombreux à ne pas être d'accord de laisser passer cette nouvelle attaque contre nous. Il n'est pas question que cela soit encore aux travailleurs à payer les frais des économies de la direction. Si les syndicats ne bougent pas, ne les attendons pas !

Économies et périls nocturnes

Le 13 février, un sans-abri a été retrouvé dans la station Porte de Namur dans un trou de plusieurs mètres après avoir passé là plus de 8 heures. Quelques jours plus tôt, un homme a été retrouvé pendu par le pied dans le volet de la station Mérode. En mai 2023, un homme avait carrément été retrouvé mort, happé par le volet. Depuis la suppression des équipes de nuit qui faisaient le tour des stations, ces incidents se multiplient. C'est la diminution de la présence des travailleurs dans les stations qui engendrent ces problèmes. La direction fait des économies sur le personnel et ceux qui en paient le prix sont les plus vulnérables : les sans-abris...

Bpost, le spectre des licenciements

Ce jeudi 8 février, un tiers des bureaux de Bpost, surtout à Bruxelles et en Wallonie, se sont croisés les bras en réponse à un appel à la grève du front commun syndical de la société postale. Avec la perte de la concession de distribution de la presse, les syndicats entendaient dénoncer l'indifférence de la direction et de l'État belge, actionnaire majoritaire de l'entreprise, alors que 4 000 des 25 000 postes sont menacés de passer à la trappe. Mais il faudra une mobilisation bien plus forte, en particulier parmi les postiers, pour exiger et imposer le rejet des licenciements.

Paroles et paroles et paroles...

Les élections se profilent et, avec elles, la foire aux promesses électorales. Pour limiter la saignée qu'il redoute, le PS ne lésine pas : gratuité des transports, de l'enseignement, taxes pour les ultra-riches... rien de neuf. Mais, en plus, il voudrait faire passer le revenu minimum de 2 070 à 2 800 euros bruts mensuels. Quelle générosité ! Rien évidemment sur la manière dont il compte faire payer la note aux patrons ou prélever ces taxes. En leur faisant les yeux doux ? Ces promesses ne coûtent rien et... ne valent rien. Elles seront déjà loin une fois les bulletins de vote remplis. Cette

musique, ces paroles qui sonnent faux, les travailleurs les connaissent trop bien... c'est du vent !

Accidents du travail, l'hécatombe silencieuse

En France, deux salariés – des ouvriers pour l'essentiel – meurent chaque jour d'un accident de travail, ce qui place le pays au 4^e rang des pays européens en nombre de morts. Si la Belgique enregistre trois fois moins de décès que son voisin, la situation n'y est guère plus réjouissante. Rien qu'en 2021, 9 200 accidents y ont entraîné une incapacité permanente ou temporaire. Les cadences forcées, des contrôles insuffisants et des sanctions ridicules : la quête au profit à tout prix tue, et l'hécatombe continuera tant que les travailleurs ne prendront pas leur sort en main.

La violence, c'est notre société qui la produit

Après plus d'une semaine de grève, les chauffeurs des TEC ont repris le travail à Liège. Ils ont obtenu quelques promesses d'embauches et des patrouilles de police plus fréquentes dans les bus et aux arrêts. Mais depuis, les agressions, quasi quotidiennes, ont repris.

Car c'est la société dans laquelle nous vivons qui produit la violence. Nous la subissons tous, tous les jours, par les conditions de travail et de vie pénibles, l'anxiété de ce qui nous attend demain. Jeter un pavé dans la vitre d'un bus, insulter le chauffeur ou les autres passagers, c'est bête et méchant. Ce n'est pas excusable. Mais si certains, des jeunes surtout, se comportent ainsi, c'est qu'ils n'ont plus d'espoir que le monde peut devenir meilleur et qu'ils ont un rôle à y jouer. La seule façon d'enrayer cette violence, c'est que le monde du travail relève la tête, se fasse respecter, et montre aux jeunes qu'ils ont autre chose à attendre de la vie que de se faire laminer.

Les aide-ménagères se battent pour se faire respecter

Plusieurs centaines d'aide-ménagères ont manifesté à Bruxelles le 7 février. Elles manifesteront à nouveau ce vendredi 23, et ont déposé un préavis de grève. Elles font un travail pénible et très mal payé. Elles réclament des augmentations de salaire et elles ont bien raison ! Elles subissent aussi les vexations, comme les visites régulières du médecin-contrôle à chaque absence pour maladie. La goutte qui a fait déborder le vase, c'est la décision de deux fédérations d'employeurs, de supprimer leur prime de fin d'année et le complément au chômage économique. Alors que les actionnaires de ces sociétés engrangent les bénéfices ! Leur combat, c'est aussi le nôtre, c'est celui de tous les travailleurs.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



contact@lalutte.org



www.lalutte.org



0498/44 64 72

Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP6 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP